



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 68.043/2
du 12 octobre 2020

advies 68.043/2
van 12 oktober 2020

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'article 28*bis* de
l'arrêté royal du 20 juillet 1971
instituant une assurance
indemnités et une assurance
maternité en faveur des
travailleurs indépendants et des
conjointes aidants'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
artikel 28*bis* van het koninklijk
besluit van 20 juli 1971
houdende instelling van een
uitkeringsverzekering en een
moederschapverzekering ten
voordele van de zelfstandigen
en van de meewerkende
echtgenoten'

Le 17 septembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, et de l'Asile et de la Migration à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'article 28*bis* de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 12 octobre 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Esther CONTI, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Yves CHAUFFOUREAUX, premier auditeur et Aurore PERCY, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 octobre 2020.

*

Op 17 september 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, en van Asiel en Migratie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 28*bis* van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 12 oktober 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Esther CONTI, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Yves CHAUFFOUREAUX, eerste auditeur en Aurore PERCY, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 oktober 2020.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'arrêté royal en projet modifie l'article 28bis de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 'instituant une assurance indemnités et une assurance maternité en faveur des travailleurs indépendants et des conjoints aidants'. Cet article prévoit la réduction ou la suspension des indemnités, dans certaines circonstances, lorsque le travailleur indépendant reconnu incapable exerce une activité professionnelle sur autorisation du médecin-conseil et que le montant des revenus professionnels découlant de l'activité autorisée dépasse un certain plafond.

L'arrêté en projet prévoit que :

– « [d]ans ce cadre, il est également tenu compte de toute indemnité, allocation ou rente accordée en remplacement de ce revenu »¹ ;

– les « compensations financières allouées par les régions, les communautés, les provinces ou les communes pour les conséquences économiques rencontrées suite à l'application de l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 et par [dans la version française, lire : de] tout autre arrêté ministériel ultérieur portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, ou allouées conformément à une autre réglementation régionale, communautaire, provinciale ou communale pour les conséquences économiques rencontrées suite à la pandémie du COVID-19 » sont exemptées de cette assimilation pour le calcul du montant des revenus professionnels découlant de cette activité professionnelle² ;

– l'indemnité de crise supplémentaire, octroyée conformément à l'arrêté royal du 15 septembre 2020 'portant octroi, suite à la pandémie COVID-19, d'une indemnité de crise supplémentaire à certains travailleurs indépendants et conjoints aidants reconnus en incapacité de travail' est également exemptée de cette assimilation³.

¹Article 28bis, § 3, alinéa 4, seconde phrase, en projet de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 (article 1^{er}, 1^o, du projet).

²Article 28bis, § 5, alinéa 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 (article 1^{er}, 2^o, du projet).

³Article 28bis, § 5, alinéa 2, en projet de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 (article 1^{er}, 2^o, du projet).

2. Dans l'avis n° 67.969/2 du 30 septembre 2020, la section de législation a examiné un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994' prévoyant, dans le cadre de l'assurance obligatoire applicable aux travailleurs salariés, l'exemption des mêmes compensations financières pour la détermination de la qualité de personne à charge, d'une part, et pour le calcul du revenu professionnel en cas d'exercice d'une activité professionnelle au cours de l'incapacité d'autre part.

Dans cet avis, la section de législation a observé ce qui suit :

« 1. En ayant pour objectif de neutraliser 'les compensations financières allouées par les régions, les communautés, les provinces ou les communes pour les conséquences économiques rencontrées suite à l'application de l'arrêté ministériel du 13 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 et par tout autre arrêté ministériel ultérieur ayant le même objet, ou allouées conformément à une autre réglementation régionale, communautaire, provinciale ou communale pour les conséquences économiques rencontrées suite à la pandémie du COVID-19', le champ d'application de l'article 225, § 3, alinéa 8, en projet et de l'article 230, § 1^{er}ter, alinéa 10, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 apparaît très large et des incertitudes pourraient surgir quant à la détermination précise des compensations financières qui seront prises en compte dans le calcul des revenus professionnels. La neutralisation envisagée est par ailleurs illimitée dans le temps.

Interrogée sur ce champ d'application tel qu'il est envisagé et à propos des réglementations prévoyant des interventions financières qui sont ou seront concernées par les dispositions en projet, la déléguée de la Ministre a indiqué ce qui suit :

'Le projet de texte est inspiré par l'article 6 de la loi du 29 mai 2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19⁴. Dans ce contexte, le législateur a également défini un large champ d'application.

Compte tenu de la multitude d'entités existant au niveau régional et local en Belgique, il est impossible de prévoir une liste exhaustive dans la réglementation de l'assurance indemnités. En définissant un champ d'application large (plutôt qu'une énumération exhaustive), nous estimons que cela permet justement d'éviter qu'une certaine intervention financières ne soit pas prise en compte indûment, et que certaines situations ne soient donc pas prises en considération.

Néanmoins, nous estimons que, dans le cadre de la délimitation du champ d'application, il conviendrait peut-être d'ajouter explicitement la disposition suivante au projet d'articles 225, § 3, alinéa 8, et 230, § 1^{er}ter, alinéa 10, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 : 'Deze bepaling is bovendien enkel van toepassing als in de regeling op grond waarvan de financiële vergoeding wordt verleend, uitdrukkelijk is bepaald dat deze vergoeding wordt verleend om aan de rechtstreekse of onrechtstreekse economische of sociale gevolgen van de COVID-19-pandemie het hoofd te bieden'.

Cette disposition précise, à notre avis, le champ d'application dans le cadre de la pandémie COVID-19.

⁴ Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : L'article 6 de la loi du 29 mai 2020 'portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19' prévoit une exonération fiscale des indemnités dans le cadre des mesures d'aide prises par les régions, les communautés, les provinces ou les communes dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

La fixation d'une limite explicite dans le temps pour cette mesure de neutralisation n'est selon nous pas souhaitable, car elle pourrait instaurer un traitement inégal entre les différents assurés sociaux reconnus en incapacité de travail en fonction du moment précis où l'intervention financière suite à la pandémie COVID-19 est octroyée au titulaire reconnu en incapacité de travail lui-même ou à la personne qui cohabite avec lui.

Toutefois, en stipulant explicitement qu'il doit y avoir un lien avec la pandémie COVID-19 (avec la précision supplémentaire proposée ci-dessus selon laquelle cette disposition ne s'applique que si le régime sur la base duquel la compensation financière est octroyée prévoit expressément que cette compensation est octroyée pour faire face aux conséquences économiques ou sociales directes ou indirectes de la pandémie COVID-19), il y a une limitation indirecte dans le temps. Dès que la réglementation relative à l'intervention financière cesse de produire ses effets, la neutralisation fixée deviendra sans objet'.

2. Les articles 225, § 3, alinéa 8, et 230, § 1^{er}ter, alinéa 10, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 seront complétés par la condition telle qu'elle est suggérée par la déléguée de la Ministre⁵. S'agissant de la possibilité de fixer une limite dans le temps à l'application des mesures envisagées, il est pris acte des explications qui précèdent.

Ces éléments de réponse gagneraient à figurer dans un rapport au Roi qui accompagnera l'arrêté en projet.

3. Les articles 225, § 3, alinéa 8, et 230, § 1^{er}ter, alinéa 10, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ne visent pas les compensations financières allouées de manière générale par l'État fédéral dans le cadre de la pandémie de COVID-19.

Interrogée à ce propos, la déléguée de la Ministre a précisé ce qui suit :

'En ce qui concerne les interventions financières de l'État fédéral (qui sont en principe des interventions de 'sécurité sociale' ou d'assistance sociale' et peuvent être qualifiées de pension, de rente, d'intervention ou d'indemnités à prendre en compte), le principe de base est qu'elles doivent toujours être prises en considération, sauf s'il est expressément prévu qu'une neutralisation est applicable. Il est donc tenu compte en principe des prestations de sécurité sociale ou d'assistance sociale spécifiquement prévues dans le cadre de la crise COVID-19 (comme, par exemple, le droit passerelle de crise).

Les règles énoncées aux articles 225 et 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 concernent en effet la fixation précise du montant de l'indemnité d'incapacité de travail qui constitue elle-même une prestation de sécurité sociale.

Les neutralisations prévues dans le projet d'article 225, § 3, alinéas 9 et 10, et d'article 230, § 1^{er}ter, alinéa 11, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 concernent des compléments octroyés en plus de la 'prestation de base'. Si on ne prévoit pas de neutralisation, cela peut avoir pour conséquence de réduire le montant de l'indemnité d'incapacité de travail, et donc de faire perdre au complément octroyé la totalité ou une partie de ses effets.

Je vous confirme par ailleurs que le texte de l'article 225 ou de l'article 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 devrait être modifié si d'autres mesures fédérales (futures) devaient également être neutralisées'.

⁵ Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : Cette condition étant du reste similaire à l'une de celles formulées à l'article 6 de la loi du 29 mai 2020 'portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19'.

Ces précisions, qui gagneraient à figurer dans le rapport au Roi, permettent de comprendre cette omission et ce, même si cela peut apparaître contradictoire avec le fait de donner aux dispositions en projet une portée très large quant aux compensations financières régionales, communautaires, provinciales ou communales neutralisées.

4. Enfin, en ce qui concerne le champ d'application des mesures concernées par le projet, il va de soi que les références faites dans les dispositions en projet aux compensations financières allouées par 'les communautés' ou conformément à une 'réglementation [...] communautaire', celles qui auraient été allouées par les commissions communautaires bruxelloises sont naturellement visées également, compte tenu de l'objet des règles envisagées.

Ceci gagnerait à figurer dans le rapport au Roi ».

3. Ces observations doivent être réitérées *mutatis mutandis* s'agissant de l'arrêté royal en projet puisque les compensations financières exemptées sont décrites dans les mêmes termes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

Le fondement légal précis du projet est l'article 86, § 3, alinéas 1^{er} et 2, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités' coordonnée le 14 juillet 1994. Ces alinéas n'ont été modifiés que par une loi du 29 mars 2012 'portant des dispositions diverses (I)'.

En conséquence, à l'alinéa 1^{er}, le fondement légal précis sera visé et les mots « par la loi du 22 août 2002 et » seront omis.

DISPOSITIF

Article 1^{er}

L'article 28bis, § 5, alinéa 2, en projet, de l'arrêté royal du 20 juillet 1971 précité sera complété par la date de l'arrêté royal qui y est visé, à savoir le 15 septembre 2020.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het ontwerp van koninklijk besluit strekt tot wijziging van artikel 28*bis* van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 ‘houdende instelling van een uitkeringsverzekering en een moederschapsverzekering ten voordele van de zelfstandigen en van de meewerkende echtgenoten’. Dat artikel voorziet, in bepaalde omstandigheden, in de vermindering of de schorsing van de uitkeringen wanneer de als arbeidsongeschikt erkende zelfstandige met toelating van de adviserende arts een beroepsbezigheid uitoefent en het bedrag van de beroepsinkomsten uit de toegelaten bezigheid een bepaalde drempel overschrijdt.

Het ontworpen besluit bepaalt dat:

– “in dit kader (...) er eveneens rekening [wordt] gehouden met elke uitkering, vergoeding of rente die wegens het derven van dat inkomen wordt verleend;”¹

– de “financiële vergoedingen die door de gewesten, gemeenschappen, provincies of gemeenten worden toegekend voor de economische gevolgen die worden ondervonden naar aanleiding van de toepassing van het ministerieel besluit van 13 maart 2020 en elk ander later ministerieel besluit houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, of die overeenkomstig andere gewestelijke, gemeenschaps-, provinciale of gemeentelijke regelgeving worden toegekend voor de economische gevolgen die worden ondervonden naar aanleiding van de COVID-19-pandemie”, voor de berekening van het bedrag van de beroepsinkomsten uit die beroepsbezigheid vrijgesteld zijn van die assimilatie;²

– de aanvullende crisisuitkering, toegekend krachtens het koninklijk besluit van 15 september 2020 ‘houdende toekenning, ingevolge de COVID-19-pandemie, van een aanvullende crisisuitkering aan sommige arbeidsongeschikt erkende zelfstandigen en meewerkende echtgenoten’ eveneens vrijgesteld is van die assimilatie.³

¹ Ontworpen artikel 28*bis*, § 3, vierde lid, tweede zin, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 (artikel 1, 1°, van het ontwerp).

² Ontworpen artikel 28*bis*, § 5, eerste lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 (artikel 1, 2°, van het ontwerp).

³ Ontworpen artikel 28*bis*, § 5, tweede lid, van het koninklijk besluit van 20 juli 1971 (artikel 1, 2°, van het ontwerp).

2. In advies 67.969/2 van 30 september 2020 heeft de afdeling Wetgeving zich gebogen over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' dat, in het kader van de verplichte verzekering die van toepassing is op de loontrekkende werknemers, voorziet in de vrijstelling van dezelfde financiële vergoedingen voor het bepalen van de hoedanigheid van persoon ten laste, enerzijds, en voor het berekenen van het beroepsinkomen in geval van uitoefening van een beroepsbezigheid tijdens de arbeidsongeschiktheid, anderzijds.

In dat advies heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

"1. Door de neutralisatie te beogen van 'de financiële vergoedingen die door de gewesten, gemeenschappen, provincies of gemeenten worden toegekend voor de economische gevolgen die worden ondervonden naar aanleiding van de toepassing van het ministerieel besluit van 13 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken en door elk ander later ministerieel besluit met dezelfde strekking, of die overeenkomstig andere gewestelijke, gemeenschaps-, provinciale of gemeentelijke regelgeving worden toegekend voor de economische gevolgen die worden ondervonden naar aanleiding van de COVID-19-pandemie' lijkt het toepassingsgebied van het ontworpen artikel 225, § 3, achtste lid, en van het ontworpen artikel 230, § 1^{er}, tiende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 zeer ruim en zou er onzekerheid kunnen ontstaan over de exacte bepaling van de financiële vergoedingen die in aanmerking genomen zullen worden bij de berekening van de beroepsinkomsten. De beoogde neutralisatie is bovendien onbeperkt in de tijd.

Naar aanleiding van een vraag over dat toepassingsgebied zoals beoogd in het ontwerp en over de regelingen die in financiële vergoedingen voorzien waarop de ontworpen bepalingen betrekking hebben of zullen hebben, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

'Le projet de texte est inspiré par l'article 6 de la loi du 29 mai 2020 portant diverses mesures fiscales urgentes en raison de la pandémie du COVID-19.⁴ Dans ce contexte, le législateur a également défini un large champ d'application.

Compte tenu de la multitude d'entités existant au niveau régional et local en Belgique, il est impossible de prévoir une liste exhaustive dans la réglementation de l'assurance indemnités. En définissant un champ d'application large (plutôt qu'une énumération exhaustive), nous estimons que cela permet justement d'éviter qu'une certaine intervention financières ne soit pas prise en compte indûment, et que certaines situations ne soient donc pas prises en considération.

Néanmoins, nous estimons que, dans le cadre de la délimitation du champ d'application, il conviendrait peut-être d'ajouter explicitement la disposition suivante au projet d'articles 225, § 3, alinéa 8, et 230, § 1^{er}, alinéa 10, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 : 'Deze bepaling is bovendien enkel van toepassing als in de regeling op grond waarvan de financiële vergoeding wordt verleend, uitdrukkelijk is bepaald dat deze vergoeding wordt verleend om aan de rechtstreekse of onrechtstreekse economische of sociale gevolgen van de COVID-19-pandemie het hoofd te bieden'.

⁴ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Artikel 6 van de wet van 29 mei 2020 'houdende diverse dringende fiscale bepalingen ten gevolge van de COVID-19-pandemie' voorziet in een fiscale vrijstelling van de vergoedingen in het kader van de steunmaatregelen die door de gewesten, gemeenschappen, provincies of gemeenten getroffen worden naar aanleiding van de COVID-19-pandemie.

Cette disposition précise, à notre avis, le champ d'application dans le cadre de la pandémie COVID-19.

La fixation d'une limite explicite dans le temps pour cette mesure de neutralisation n'est selon nous pas souhaitable, car elle pourrait instaurer un traitement inégal entre les différents assurés sociaux reconnus en incapacité de travail en fonction du moment précis où l'intervention financière suite à la pandémie COVID-19 est octroyée au titulaire reconnu en incapacité de travail lui-même ou à la personne qui cohabite avec lui.

Toutefois, en stipulant explicitement qu'il doit y avoir un lien avec la pandémie COVID-19 (avec la précision supplémentaire proposée ci-dessus selon laquelle cette disposition ne s'applique que si le régime sur la base duquel la compensation financière est octroyée prévoit expressément que cette compensation est octroyée pour faire face aux conséquences économiques ou sociales directes ou indirectes de la pandémie COVID-19), il y a une limitation indirecte dans le temps. Dès que la réglementation relative à l'intervention financière cesse de produire ses effets, la neutralisation fixée deviendra sans objet.'

2. De ontworpen artikelen 225, § 3, achtste lid, en 230, § 1^{ter}, tiende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 moeten worden aangevuld met de voorwaarde zoals die is voorgesteld door de gemachtigde van de minister.⁵ Wat betreft de mogelijkheid om voor de toepassing van de voorgenomen maatregelen een tijdslimiet vast te stellen, wordt nota genomen van de bovenstaande toelichting.

Dit antwoord zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning dat bij het ontworpen besluit dient te worden gevoegd.

3. De ontworpen artikelen 225, § 3, achtste lid, en 230, § 1^{ter}, tiende lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 hebben geen betrekking op de financiële vergoedingen die over het algemeen door de Federale Staat worden toegekend in het kader van de COVID-[19-pandemie].

Naar aanleiding van een vraag in dat verband heeft de gemachtigde van de minister de volgende toelichting gegeven:

'En ce qui concerne les interventions financières de l'État fédéral (qui sont en principe des interventions de 'sécurité sociale' ou d'assistance sociale' et peuvent être qualifiées de pension, de rente, d'intervention ou d'indemnités à prendre en compte), le principe de base est qu'elles doivent toujours être prises en considération, sauf s'il est expressément prévu qu'une neutralisation est applicable. Il est donc tenu compte en principe des prestations de sécurité sociale ou d'assistance sociale spécifiquement prévues dans le cadre de la crise COVID-19 (comme, par exemple, le droit passerelle de crise).

Les règles énoncées aux articles 225 et 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 concernent en effet la fixation précise du montant de l'indemnité d'incapacité de travail qui constitue elle-même une prestation de sécurité sociale.

Les neutralisations prévues dans le projet d'article 225, § 3, alinéas 9 et 10, et d'article 230, § 1^{er}, alinéa 11, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 concernent des compléments octroyés en plus de la 'prestation de base'. Si on ne prévoit pas de neutralisation, cela peut avoir pour conséquence de réduire le montant de l'indemnité d'incapacité de travail, et donc de faire perdre au complément octroyé la totalité ou une partie de ses effets.

⁵ Voetnoot 5 van het geciteerde advies : Deze voorwaarde is overigens vergelijkbaar met een van de voorwaarden bepaald in artikel 6 van de wet van 29 mei 2020 'houdende diverse dringende fiscale bepalingen ten gevolge van de COVID-19 pandemie'.

Je vous confirme par ailleurs que le texte de l'article 225 ou de l'article 230 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 devrait être modifié si d'autres mesures fédérales (futures) devaient également être neutralisées.'

Deze toelichting, die zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning, maakt het mogelijk die weglating te begrijpen, zelfs indien dat tegenstrijdig lijkt te zijn met het feit dat aan de ontworpen bepalingen een zeer ruime strekking wordt gegeven voor wat betreft de geneutraliseerde financiële vergoedingen die door de gewesten, gemeenschappen, provincies of gemeenten worden toegekend.

4. Wat ten slotte het toepassingsgebied betreft van de maatregelen waarop het ontwerp betrekking heeft, spreekt het vanzelf dat de verwijzingen in de ontworpen bepalingen naar de financiële vergoedingen die door de 'gemeenschappen' of overeenkomstig een 'gemeenschapsregelgeving' zouden zijn toegekend, uiteraard ook betrekking hebben op de financiële vergoedingen die door de Brusselse gemeenschapscommissies zouden zijn toegekend, gelet op het voorwerp van de overwogen regels.

Dit zou moeten worden opgenomen in het verslag aan de Koning."

3. Die opmerkingen moeten *mutatis mutandis* herhaald worden met betrekking tot het ontwerp van koninklijk besluit aangezien de vrijgestelde financiële vergoedingen in dezelfde bewoordingen omschreven worden.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

De precieze rechtsgrond van het ontwerp is artikel 86, § 3, eerste en tweede lid, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen' gecoördineerd op 14 juli 1994. Die leden zijn alleen gewijzigd bij een wet van 29 maart 2012 'houdende diverse bepalingen (I)'.

Bijgevolg moet in het eerste lid verwezen worden naar de precieze rechtsgrond en moeten daarin de woorden "bij de wet van 22 augustus 2002 en" weggelaten worden.

DISPOSITIEFArtikel 1

Het ontworpen artikel 28*bis*, § 5, tweede lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 20 juli 1971 moet worden aangevuld met de datum van het daarin genoemde koninklijk besluit, te weten 15 september 2020.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Esther CONTI

Pierre VANDERNOOT